05.06.2016 – 15:04 Uhr

Une chance manquée pour le financement équitable des transports

Berne (ots) -

Auto-suisse regrette que la majorité du peuple et des cantons se soit décidée contre un financement plus équitable des transports. L'adoption de l'initiative «pour un financement équitable des transports» aurait garanti 1,5 milliard de francs supplémentaires par an à l'infrastructure routière et dès lors assuré à long terme un financement stable pour le plus important type de transport qu'est la route. Maintenant, les opposants à l'initiative sont invités à tenir leurs promesses relatives au Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA).

Une majorité du peuple et des cantons s'est prononcée contre l'initiative populaire «pour un financement équitable des transports» et par conséquent aussi contre l'affectation à la route de l'entièreté des recettes provenant de la taxe sur les huiles minérales. Cette décision doit être acceptée, bien qu'elle rende difficile, voire impossible un financement de l'infrastructure routière conforme au principe de la causalité. L'issue de la votation aura comme conséquence que les usagers de la route seront une fois de plus priés de passer à la caisse dans les années à venir, car une partie conséquente des redevances sont toujours détournées et utilisées pour d'autres tâches de l'Etat. Les automobilistes resteront donc les «vaches à lait de la nation». Cela se voit notamment dans l'augmentation envisagée du prix de l'essence que le Conseil national discutera durant la session d'été.

François Launaz, Président d'auto-suisse, commente ce projet comme suit: «Aujourd'hui déjà, plus de 60 % du prix à la pompe, soit plus de 83 centimes par litre de carburant, sont directement acheminés vers les caisses de l'Etat. Il faut craindre que cette charge financière pour l'économie et les pendulaires s'accroîtra encore davantage au cours des prochaines années. Nous devons également nous attendre à une hausse du prix de la vignette à l'occasion de l'introduction d'une version électronique dans quelques années.» Launaz continue par rappeler les adversaires de l'initiative à tenir leurs promesses: «Maintenant, il faut trouver une solution pour le fonds routier FORTA. Il s'agit de combler des lacunes sans imposer de charge supplémentaire aux usagers de la route, afin que l'industrie et l'économie puissent être libérées de plus de 21 000 heures d'embouteillage par an.» L'augmentation du prix de l'essence de 4 centimes par litre décidée par le Conseil des Etats constitue la limite du supportable, poursuit Launaz. En fin de compte, tout renchérissement supplémentaire est à la charge des consommateurs.

Le Conseil national traitera le projet du Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) le 15 juin 2016.

Contact:

François Launaz, Président
T 079 408 72 77
f.launaz@auto-schweiz.ch

Weitere Auskünfte auf Deutsch:

Andreas Burgener, Direktor
T 079 474 21 04
a.burgener@auto-schweiz.ch

Diese Meldung kann unter https://www.presseportal.ch/fr/pm/100055777/100789033 abgerufen werden.